



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 464 – 21 octobre 2022

Zoom sur le rapport "Perspectives de l'économie mondiale" d'octobre 2022, publié par le FMI

- Après un important rebond en 2021, la croissance mondiale s'affaiblit en 2022

Après -3,1% en 2020, puis un rebond à +6% en 2021, [les projections d'octobre 2022 du Fonds Monétaire International](#) (FMI) indiquent que le taux de croissance de l'économie mondiale devrait s'affaiblir à +3,2% du PIB en 2022, soit une révision à la baisse de 0,4 point de pourcentage (p.p.) par rapport à la projection d'avril 2022. Cette révision se justifie par de nombreux facteurs, dont notamment : (i) la hausse générale du niveau d'inflation et le resserrement des conditions financières mondiales ; (ii) le ralentissement économique en Chine, dû à la persistance de la pandémie à COVID-19 et sur fond de crise du secteur immobilier ; (iii) les conséquences de la guerre en Ukraine avec le resserrement de l'approvisionnement en gaz de la Russie vers l'Europe. En outre, le ralentissement apparaît plus marqué dans les pays développés (-0,9 p.p. à 2,4%) que dans les pays émergents (-0,1 p.p. à 3,7%). En 2023, l'économie mondiale devrait ralentir (à nouveau) à 2,7%, soit une révision inférieure de 0,9 p.p. à celle d'avril 2022.

Par ailleurs, l'institution alerte sur la forte hausse du niveau d'inflation à l'échelle mondiale. Déclenchée durant la pandémie à COVID-19 et exacerbée par **l'impact de la guerre en Ukraine** (en particulier pour les denrées alimentaires et l'énergie), l'inflation devrait atteindre 8,8% en 2022, soit une hausse de 1,4 p.p. par rapport aux prévisions d'avril 2022. Si la révision est plus prononcée dans les économies avancées (+1,5 p.p. à 7,2% en 2022) que dans les pays émergents et en développement (+1,2 p.p. à 9,9%), elle masque une situation hétérogène parmi ces derniers. En effet, les pays émergents asiatiques enregistrent une révision à la hausse modérée (+0,6 p.p. à 4,1%) tandis que les pays d'Amérique latine et les Caraïbes (+2,9 p.p. à 14,1%) ou ceux d'Afrique subsaharienne (+2,2 p.p. à 14,8%) enregistrent une révision plus importante, du fait de leur vulnérabilité accrue aux chocs extérieurs.

- Le Niger serait la 2^{ème} économie la plus dynamique d'Afrique subsaharienne en 2022

La croissance de l'Afrique subsaharienne s'inscrit dans la tendance mondiale, avec un ralentissement à 3,6% en 2022 (contre 4,7% en 2021), soit une révision à la baisse de 0,2 p.p. par rapport à la prévision d'avril 2022, en lien avec les facteurs cités plus haut. En 2023, la croissance devrait légèrement s'accélérer à 3,7%, prévision toutefois en baisse de 0,3 p.p. par rapport à avril 2022. A titre de comparaison, la Banque mondiale table sur un taux de croissance à 3,3% en 2022 et 3,5% en 2023.

LE CHIFFRE À RETENIR

+8,1%

Le taux de croissance du Sénégal en 2023 selon le FMI, soit le plus important d'Afrique subsaharienne

En Afrique de l'Ouest, les économies les plus dynamiques en 2022 seraient le Niger (6,7% ; 2^{ème} en Afrique subsaharienne, derrière les Seychelles), le Bénin (5,7%) et la Côte d'Ivoire (5,5%). Toutefois, 14 des 16 pays ouest-africains ont enregistré une révision à la baisse de leur projection de croissance 2022. Le Ghana a ainsi connu la diminution la plus importante (-1,6 p.p. à 3,6%), suivi du Cap-Vert (-1,2 p.p. à 4%) et du Burkina Faso (-1,1 p.p. à 3,6%). A l'inverse, le Mali est le seul pays à enregistrer une révision à la hausse de son taux de croissance (+0,5 p.p. à 2,5%) tandis que la projection pour la Guinée-Bissau est restée stable.

En 2023, hormis le Ghana et le Nigéria, tous les pays de la zone

devraient enregistrer une amélioration de leur taux de croissance par rapport à 2022. Malgré une prévision de croissance en diminution pour 2023 (-1,1 p.p. à 8,1%) en raison de retards dans la mise en exploitation des chantiers d'hydrocarbures, le Sénégal serait l'économie la plus dynamique d'Afrique subsaharienne cette année-là. En outre, 2 autres pays figurent dans le top 5 des économies les plus dynamiques du sous-continent en 2023, à savoir le Niger (2^{ème} ; 7,3%) et la Côte d'Ivoire (5^{ème} ; 6,5%).

Pays	Croissance du PIB réel en 2021	Croissance du PIB réel en 2022		Croissance du PIB réel en 2023	
		Proj. Oct. 2022	écart / proj. avr. 2022 (en p.p.)	Proj. Oct. 2022	écart / proj. avr. 2022 (en p.p.)
Benin	7,2	5,7	-0,2	6,2	+0,1
Burkina Faso	6,9	3,6	-1,1	4,8	-0,2
Cap Vert	7	4	-1,2	4,8	-1
Côte d'Ivoire	7	5,5	-0,5	6,5	-0,2
Gambie	4,3	5	-0,6	6	-0,2
Ghana	5,4	3,6	-1,6	2,8	-2,3
Guinée	3,8	4,6	-0,2	5,1	-0,7
Guinée Bissau	5	3,8	0	4,5	0
Liberia	5	3,7	-0,8	4,2	-1,3
Mali	3,1	2,5	+0,5	5,3	0
Mauritanie	2,4	4	-1	4,8	+0,4
Niger	1,3	6,7	-0,2	7,3	+0,1
Nigéria	3,6	3,2	-0,2	3	-0,1
Sénégal	6,1	4,7	-0,3	8,1	-1,1
Sierra Leone	4,1	2,4	-1	3,3	-1
Togo	5,3	5,4	-0,2	6,2	0
Afrique subsaharienne	4,7	3,6	-0,2	3,7	-0,3
Monde	6	3,2	-0,4	2,7	-0,9

Régional

La SFI, la BIC-BRED et Agro Companies s'engagent en faveur de la sécurité alimentaire en Afrique de l'ouest

Dans [un communiqué](#) publié le 17 octobre, la Société financière internationale (SFI) a annoncé un partenariat avec la BIC-BRED (Suisse) et la société Agro Companies International (ACI) SA visant à soutenir le financement des importations de céréales en Afrique de l'ouest et centrale. Dans le détail, une facilité de financement de 60 M USD sera mise en place, avec une contribution de 20 M USD de la SFI, en faveur de ACI. Cette facilité permettant à cette dernière d'acheter des céréales et d'en assurer la

distribution aux acheteurs d'Afrique de l'ouest et centrale, principalement des meuniers locaux.

Les BMD ont accordé 2,2 Mds USD de financement climatique à l'Afrique de l'ouest (hors Nigeria-Ghana) en 2021

En marge du sommet "Finance en commun", tenu du 18 au 20 octobre 2022 à Abidjan, les principales Banques multilatérales de développement (BMD) ont publié [un rapport conjoint](#) portant sur les financements climatiques dans le monde en 2021. Ainsi, cette même année, 81,7 Mds USD de financements climatiques ont été accordés par les BMD à l'échelle mondiale, dont 15,6% à destination des pays d'Afrique subsaharienne. En outre, l'Afrique de l'ouest (hors Nigeria-Ghana) a capté 2,2 Mds USD de finance climatique en 2021, soit

2,7% du total des financements accordés dans le monde et 17,1% de ceux à destination de l'Afrique subsaharienne. Dans le détail, le Sénégal (441 M USD ; 20,3% des financements accordés à la zone), la Côte d'Ivoire (406 M USD ; 18,6%) et le Burkina Faso (311 M USD ; 14,3%) ont bénéficié des financements les plus importants en 2021 tandis que la Gambie (16 M USD ; 0,7%), la Guinée-Bissau (11 M USD ; 0,5%) et le Mali (9 M USD ; 0,4%) ont capté les sommes les plus faibles.

🇸🇳 Bénin

Fitch maintient la note "B+" du pays

Dans [un communiqué](#) publié le 7 octobre 2022, l'agence de notation financière Fitch Ratings a confirmé la note "B+" attribuée à l'Etat du Bénin, avec une **perspective stable**. L'agence a salué les perspectives de croissance du pays, qui s'inscrivent dans un cadre budgétaire sain, caractérisé par un endettement ainsi qu'un déficit budgétaire maîtrisés. Ainsi, selon Fitch, la croissance devrait s'établir à 5,5% en 2022, en raison du rebond de l'agriculture et de l'expansion de l'activité portuaire. En outre, l'inflation demeure contenue au Bénin, s'établissant à 1,3% en glissement annuel (g.a.) sur les 8 premiers mois de l'année, en lien avec une bonne récolte et des mesures de contrôle des prix efficaces. Le déficit public s'est légèrement résorbé et devrait atteindre 5,5% du PIB en 2022 (contre 5,7% en 2021), puis 3,1% à l'horizon 2024. Toutefois, l'agence attire l'attention sur quelques facteurs de risques, notamment : (i) l'**étroitesse de l'assiette fiscale** et (ii) une économie relativement peu diversifiée fortement exposée au Nigéria et au secteur du coton.

🇸🇳 Burkina Faso

La vulnérabilité des finances publiques s'accroît

Selon le rapport du Centre d'information, de formation et d'études sur le budget (CIFOEB) et

Oxford Policy management "Aperçu analytique de l'économie et des finances publiques du Burkina Faso" publié en juillet 2022, la **dégradation et la persistance de l'insécurité auraient contribué** à creuser le déficit public d'une prévision initiale de 4,8% du PIB à plus de **6% en 2022**. L'**aggravation du solde budgétaire** fait suite non seulement aux pressions inflationnistes induites par les chocs climatiques et le conflit en Ukraine, mais également aux besoins de financement supplémentaire pour **faire face à l'insécurité**. Les déficits budgétaires élevés depuis le début de la pandémie (autour de 6% du PIB) ont par ailleurs fait passer la dette publique de 43% du PIB en 2019 à près de 60% en 2022. Si la dette publique reste soutenable, les **marges d'endettement** supplémentaire du pays sont réduites et est particulièrement vulnérable face à de nouveaux chocs.

Report de la 16^{ème} édition du SIAO

Le Secrétaire général du ministère du développement industriel, du Commerce, de l'Artisanat, et des Petites et Moyennes Entreprises, qui assure l'expédition des affaires courantes depuis le coup d'Etat du 30 septembre 2022, [a annoncé](#) le report à une date ultérieure du Salon international de l'artisanat de Ouagadougou (SIAO). L'évènement était prévu initialement du 28 octobre au 6 novembre 2022.

🇸🇳 Cap-Vert

Une subvention de près de 2 M EUR pour les tarifs sociaux de l'électricité et de l'eau

Dans le budget de l'Etat 2023, qui [sera examiné](#) en novembre par le parlement, le gouvernement prévoit un montant de 200 M CVE (1,8 M EUR) pour le financement des tarifs sociaux pour la fourniture d'électricité et d'eau. La proposition prévoit également des mesures d'allègement fiscal pour la consommation d'électricité et d'eau, et notamment le maintien de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur le transport d'électricité et la fourniture d'eau à 8%, décidée en

septembre 2021 (contre 15% auparavant). L'Etat a également budgétisé 505 M CVE (4,5 M EUR) pour payer les dettes et la reconnexion du service d'eau et d'électricité des familles les plus pauvres qui en ont perdu l'accès.

🇨🇮 Côte d'Ivoire

La DGI a mobilisé 93% des recettes prévues pour le 3^{ème} trimestre 2022

Selon la Direction générale des impôts (DGI), les recettes [ont été recouvrées](#) à hauteur de 792,4 Mds FCFA (1,2 Md EUR) au 3^{ème} trimestre 2022 contre une prévision initiale de 851,5 Mds (1,3 Md EUR), soit un taux de réalisation de 93%. Cette situation est imputable selon la DGI à : (i) l'impact du ralentissement de l'économie consécutive au conflit en Ukraine ; (ii) l'érosion de la base taxable de la TVA, liée au nombre croissant d'exonérations conventionnelles et légales ainsi qu'à la réduction du nombre de collecteurs de TVA. Toutefois, sur les 9 premiers mois de l'année 2022, les recettes recouvrées par la DGI ont atteint 2 478,5 Mds FCFA (3,8 Mds EUR), soit un taux de réalisation de 97,8% et une hausse 13,6% par rapport à la même période en 2021.

450 M EUR de la Team Europe pour appuyer la durabilité de la filière cacao

Le 19 octobre 2022, la Team Europe, composée de la Suisse, des Etats membres de l'Union européenne (UE) et de la Banque européenne d'investissement (BEI), [a décidé](#) de mobiliser un montant de 450 M EUR en faveur de la stratégie ivoirienne pour le renforcement de la durabilité de la chaîne de valeur du cacao. Pour rappel, cette dernière se décline en 3 priorités à savoir : (i) la protection et la préservation de la forêt, avec un objectif de 20% du territoire couvert par des zones forestières d'ici 2030, contre 9% actuellement ; (ii) la lutte contre le travail des enfants dans les plantations ; (iii) l'amélioration des revenus des producteurs. Pour rappel, ce financement intervient alors que la Commission européenne a proposé une loi, devant être

adoptée en 2023, visant à interdire l'importation de produits liés à la déforestation.

Endeavour prévoit un investissement de 448 M USD pour la mine d'or de Lafigué

Dans [un communiqué](#) publié le 17 octobre 2022, la société canadienne Endeavour Mining a annoncé un investissement de 448 M USD pour la construction de la mine d'or de Lafigué. La construction du site devrait débuter au cours du 4^{ème} trimestre 2022 pour une durée de 22 mois, soit une mise en exploitation au 3^{ème} trimestre 2024. Selon la société, la mine d'or de Lafigué pourrait produire environ 5,8 tonnes d'or par an, sur une durée **d'exploitation** de 12,8 ans. En outre, le site bénéficie d'un potentiel d'exploration important et la société espère la découverte de 1,5 à 2 M onces d'or supplémentaires d'ici 2025.

🇱🇮 Libéria

La balance commerciale s'améliore au 2^{ème} trimestre 2022

Selon la Banque centrale du Libéria (CBL), la **balance commerciale s'est améliorée au 2^{ème} trimestre 2022**, avec un déficit de 29,2 M USD (0,7 % du PIB), contre 151,7 M USD (7,3% du PIB) à la même période de l'année précédente. Les exportations [se sont élevées](#) à 307,6 M USD au 2^{ème} trimestre 2022 (7,8% du PIB), en hausse de 62,2% en glissement annuel (g.a.), tandis que les importations ont atteint à 336,8 M USD (8,6% du PIB), soit une diminution de 1,3% en g.a. Les principaux produits exportés ont été l'or (48,4% du total des ventes), le minerai de fer (25,2%) et le caoutchouc (8,7%) tandis que les principaux produits importés ont été les produits pétroliers (36,7% du total des achats), les produits alimentaires (21,2%) et les machines et équipements de transport (18,5%). Le principal client a été la Suisse (47% des ventes) tandis que la Côte d'Ivoire a été le principal fournisseur (31,3% des achats).

🇲🇱 Mali

B2Gold annonce une production plus faible qu'anticipée sur le site de Fekola

Dans [un communiqué](#) publié le 17 octobre, la société B2Gold, basée au Canada, a annoncé une production de 3,7 tonnes d'or dans la mine de Fekola au 3^{ème} trimestre 2022, soit un chiffre inférieur aux prévisions initiales et en baisse de 21,6% en glissement annuel (g.a.). Selon la société, l'objectif trimestriel n'aurait pas été atteint en raison des pluies difficiles qui ont retardé l'accès à des minerais à plus haute teneur. Toutefois, la production du 4^{ème} trimestre devrait permettre d'atteindre la fourchette de production annuelle située entre 16,2 et 17 tonnes d'or, bien supérieure aux 16,1 tonnes produites en 2021.

🇲🇷 Mauritanie

Ouverture prochaine d'une filiale de la Banque Nationale d'Algérie

Le 16 octobre 2022, le Directeur général de la Banque nationale d'Algérie (BNA) [a annoncé](#) l'ouverture prochaine d'une filiale en Mauritanie afin d'accompagner les investisseurs algériens désireux d'investir dans le pays. Cette filiale, qui aura des guichets dédiés à la finance islamique, servira par ailleurs à connecter les marchés nord africains et algériens. Pour rappel, la BNA a également annoncé, le 30 août 2022, l'ouverture avant fin 2022 d'une filiale sur le territoire sénégalais.

🇳🇪 Niger

Ratification de 2 accords de prêts pour plus de 285 M EUR

Le 13 octobre 2022, le Conseil des Ministres [a autorisé](#) la ratification de 2 accords de financement pour plus de 285 M EUR. Dans le détail, il s'agit de : (i) un financement de

105 M EUR avec la Banque européenne d'investissement (BEI) pour le projet de renforcement de l'approvisionnement en eau de Niamey ; (ii) un financement de 183,7 M EUR de l'Association internationale pour le développement (IDA), filiale de la Banque mondiale, dont 50,6% sous la forme de don, afin de renforcer la gestion des dépenses publiques et des ressources humaines dans le but d'améliorer la disponibilité, dans les zones mal desservies, de manuels scolaires, de médicaments essentiels, ainsi que d'enseignants et d'agents de santé dans les écoles primaires et les centres de santé publics.

Non-renouvellement du contrat d'affermage de VEOLIA

Le 13 octobre 2022, le Ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement [a notifié](#) au Directeur général de la Société d'exploitation des eaux du Niger (SEEN), filiale de Veolia au Niger, que le contrat d'affermage relatif à la production, au transport et à la distribution d'eau potable en zone urbaine et semi urbaine ne serait pas renouvelé. Le contrat de délégation de service public, initialement signé en mars 2001, arrive à échéance au 31 décembre 2022.

🇸🇳 Sénégal

Lancement d'un projet d'autosuffisance alimentaire dans la filière riz

Le 13 octobre 2022, le Ministre de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souveraineté Alimentaire [a procédé](#) au lancement de la composante nationale du Programme régional de développement des chaînes de valeur riz, qui vise à atteindre l'autosuffisance alimentaire en riz. Financé à hauteur de 43 Mds FCFA (65,6 M EUR) sur 5 ans par l'Etat du Sénégal et la Banque islamique de développement (BID), la composante nationale du projet comprend entre autres : (i) la réhabilitation de la station Séfa de l'institut sénégalais de recherche agricole pour en faire d'un centre de production de semences pré-base et base de riz ; (ii) la

construction d'un centre de formation ; (iii) la cartographie de la fertilité des sols ; (iv) l'appui à la mécanisation des productions et des aménagements hydroagricoles ; (v) la construction de 25 magasins de stockage dans la vallée du fleuve Sénégal.

29 M EUR de la BID pour 2 projets de développement

En marge des Assemblées annuelles de Bretton Woods à Washington, la Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération a signé deux accords de financement avec le Président de la Banque Islamique de développement (BID). Le premier accord, d'un montant de 27 M EUR, porte sur le projet de création d'une unité de production de vaccins, projet central de la relance du secteur pharmaceutique du pays et à vocation régionale. D'après le communiqué, sur un budget global de 220 M USD nécessaire pour réaliser le projet, 160 M USD ont déjà été mobilisés par les autorités. Le deuxième accord de 2 M USD porte sur un projet de Cartographie de la fertilité des sols du Sénégal et s'inscrit dans le cadre de la politique de souveraineté alimentaire du pays.

Sierra Leone

La BSL relève son taux directeur de 100 points de base à 17%

Le Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque centrale de Sierra Leone (BSL) s'est réuni le 29 septembre 2022 afin d'examiner l'évolution de la conjoncture. Ainsi, le taux de croissance est projeté à 3,6% en 2022 et à 3,4% en 2023, en raison notamment de l'impact de la guerre en

Ukraine. En outre, la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie a engendré : (i) une hausse de l'inflation globale à 28,2% en glissement annuel (g.a.) en août 2022 ; (ii) un creusement du déficit commercial à 254,9 M USD au 2^{ème} trimestre 2022, contre 180,2 M USD le trimestre précédent ; (iii) un affaiblissement des réserves de change à 729,8 M USD au 2^{ème} trimestre 2022 (-15,2% par rapport au 1^{er} trimestre), soit un niveau suffisant pour couvrir 3,5 mois d'importations de biens et services. En conséquence, le CPM a décidé : (i) de relever le taux d'intérêt directeur de la BSL de 100 points de base à 17% ; (ii) d'ajuster avec la même marge le taux de la facilité de prêt permanent et le taux de la facilité de dépôt permanent, respectivement à 20% et 11%.

Togo

Inflation à +7,9% en g.a. en septembre 2022

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), le taux d'inflation s'est établi à +7,9% en glissement annuel (g.a.) en septembre 2022, contre +7% en g.a. le mois précédent. Cette évolution se justifie par la hausse des prix des produits alimentaires (+9% en g.a.), en lien principalement avec le renchérissement de la viande (+12,4% en g.a.) et des huiles et graisses (+31,5% en g.a.). En outre, cette tendance se reflète également à travers le prix des transports (+17,3% en g.a.) et du logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (+11% en g.a.). Enfin, en moyenne annuelle, le taux d'inflation s'est établi à 7,1% en septembre 2022.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :

Rédacteurs :

Service économique régional d'Abidjan
Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner :

abidjan@dgtresor.gouv.fr